

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

La Récidive de Louzon

L'ARTICLE qu'a publié, dans la *Vie Ouvrière* du 15 juin, notre camarade Robert Louzon ne saurait rester sans réponse. Ainsi en a jugé, fort raisonnablement, le Bureau Politique. Il était permis de penser que les vigoureuses réfutations qui lui sont venues de Trotsky amèneraient Louzon à reviser ceux de ses points de vue qui s'écartent le plus de la commune doctrine de l'Internationale et qu'il renoncerait désormais à propager des opinions qui ne font qu'épaissir la confusion et l'équivoque là où l'Internationale s'efforce sans relâche d'introduire l'ordre et la clarté... Il n'en a rien été. Dans son dernier article de la *Vie Ouvrière*, Louzon récidive. Il systématise son erreur. Et, dans la meilleure intention du monde, qui est de rapprocher plus étroitement le communisme du prolétariat, d'identifier en quelque sorte le Parti et la Classe, il aboutit au gâchis complet.

Opposant une fois de plus au parti politique le syndicat, c'est tout juste si Louzon ne dit pas que le premier n'est rien, étant donné que le second est tout ; tout juste s'il ne retire pas à l'un le « droit à l'eau et au feu », le droit à l'existence, pour élargir d'autant les droits, les capacités et les fonctions de l'autre ; tout juste s'il ne conclut pas en exhortant carrément les communistes à abandonner le Parti, cette pauvre chose du passé, pour le syndicat, riche de toutes les possibilités de l'avenir.

Louzon ne va pas jusque-là. C'est qu'en effet, en y réfléchissant bien, il a découvert que, tout de même, il reste au Parti communiste un rôle, un tout petit rôle, à jouer. Et ce rôle — je vous le donne en mille — c'est de se faire l'agent de liaison entre les syndicats français et la Révolution russe ! Nous croyions, nous, que le rôle du Parti communiste français était de faire la révolution en France : erreur, fatale erreur !... Son rôle, notre rôle, c'est « de faire en sorte que le mouvement prolétarien français puisse apporter tout le

poids de sa force à la Révolution russe ». Et cela jusqu'au jour où Louzon, en y réfléchissant mieux, découvrira qu'après tout, le mouvement syndical, pour communiquer avec la Révolution russe, peut fort bien se passer de l'intermédiaire peu sûr qu'est le Parti communiste : auquel jour notre ami Louzon ne manquera pas de signifier au Parti un congé qui, cette fois, sera définitif !

La place me manque, dans ce numéro très chargé, pour reproduire tout au long l'article de Louzon. On n'en trouvera ici qu'une analyse, mais assez étendue pour qu'aucun détail ne reste dans l'ombre et dont il sera facile à chacun de contrôler l'exactitude.

— La marche au communisme, dit notre camarade, n'emprunte pas partout des chemins identiques.

En Russie, où il n'y avait pas de bourgeoisie, où il n'y avait, « en dehors des classes paysannes, que des prolétaires et de très grands capitalistes », il était aisé de pronostiquer que la révolution serait non pas bourgeoise, mais prolétarienne. En France, où la petite bourgeoisie est, au contraire, très forte, il n'est pas étonnant que, par deux fois, en 1869-70 et en 1900-1910, « le mouvement révolutionnaire ait affecté la forme du syndicalisme ».

Ceci dit, laissant là la France à laquelle il reviendra tout à l'heure, Louzon se pose une question préliminaire. — Le syndicalisme révolutionnaire, se demande-t-il, est-il « en harmonie ou en opposition » avec le communisme ? En harmonie, répond aussitôt Louzon.

En harmonie, car l'essentiel du communisme, c'est le concept de classe. Le communisme travaille au développement de la conscience de classe des travailleurs : il part de la lutte de classe pour arriver à la révolution de classe, et tout cela est excellent.

(Nous pourrions dire qu'il y a dans le communisme d'autres traits non moins essentiels : à savoir la conquête du pouvoir politique, la

dictature du prolétariat et la mise en commun des moyens de production et d'échange... Mais passons !)

Que fait le syndicalisme révolutionnaire ? Il prend rigoureusement à la lettre la doctrine du communisme. « Il entend ne faire appel qu'au prolétariat et à l'action directe du prolétariat. » Le syndicat dont il se sert comme d'un instrument de combat n'est accessible qu'aux ouvriers, n'est dirigé que par les ouvriers. L'action directe qu'il préconise ne doit rien à la bourgeoisie, contrairement à l'action parlementaire qui ne peut exister que parce qu'il existe des parlements bourgeois.

(Il n'est pas vrai, notons cela en passant, que le syndicat ne soit accessible qu'aux seuls ouvriers ; il y a, dans les deux C.G.T. françaises, des syndicats d'employés, d'instituteurs, de postiers, de petits fonctionnaires qui n'appartiennent qu'assez vaguement au prolétariat tel qu'on le voit défini dans le *Manifeste communiste*. Quant à l'action directe (que les communistes préconisent eux aussi sur tous les terrains), elle n'exclut pas plus l'action dite parlementaire qui la prolonge, que la grève n'exclut les pourparlers du comité de grève avec le patronat ou les pouvoirs publics. Ici encore, passons !)

Il s'ensuit, continue imperturbablement notre Louzon, que le syndicalisme révolutionnaire représente vraiment « la scission la plus radicale entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise... l'affirmation la plus claire, la plus pure de la conscience de classe. »

Cette scission est même tellement *radicale*, cette affirmation est même tellement *pure* que Louzon s'en montre effrayé. A force de radicalisme et de pureté, est-ce que le syndicalisme ne contiendrait pas en lui quelque chose d'utopique, d'impossible, d'irréalisable, au moins immédiatement ? Et Arturo Labriola, qui l'a d'ailleurs trahi, n'a-t-il pas eu raison de l'appeler, en terme de pédant, « une anticipation idéologique » ? A vrai dire, soit radicalisme, soit pureté, soit pour toute autre cause, il faut bien reconnaître que le syndicalisme révolutionnaire n'est jamais parvenu à s'implanter profondément qu'en France.

Oui, mais la France suffit à Louzon ! « Elle seule... et c'est assez ! » Nous a-t-on assez répété à l'école que la France est une « terre bénie », une « contrée privilégiée » ? Elle a, aux yeux de notre ami, du moins un privilège (le mot est de lui). Ce privilège, c'est le syndicalisme révolutionnaire :

C'est un fait. A deux reprises, à trente ans d'intervalle, il a été la forme sous laquelle s'est exprimée l'action révolutionnaire du prolétariat français. Bien mieux, ce n'est que sous cette forme que le prolétariat français a mené des batailles de classe.

(A l'exception, toutefois, de la Commune, ami Louzon : et l'exception ne manque pas de poids !)

Pourquoi la France jouit-elle, seule dans le monde, d'un si merveilleux privilège ?

D'abord parce que la France est, comme Louzon, logicienne — classique, dirait Taine : « le pays de Descartes, des Encyclopédistes et de la Révolution française. »

L'explication n'est que médiocrement marxiste, et Louzon, qui le sait, n'insiste pas sur elle. Il se rabat bien vite sur une explication plus « matérialiste ». La France, dit-il, pauvre en charbon, industriellement arriérée, est un pays de classes moyennes vivaces, un pays de démocratie politique et parlementaire. La démocratie y est même tellement active qu'elle risque à tout instant d'absorber le prolétariat. Pour ne pas être absorbé, assimilé par la petite bourgeoisie, celui-ci doit dresser entre lui et la classe ennemie une infranchissable barrière. Or, le Parti ouvert à tous, ouvriers et bourgeois, prolétaires et capitalistes, manuels et intellectuels, ne dispose pas, pour son malheur, de barrières assez hautes. Tandis que le syndicat !... Oh ! mais alors, le syndicat !...

Pour se protéger contre l'emprise petite bourgeoise, la classe ouvrière française pousse le concept de classe jusqu'en ses dernières conséquences logiques : elle crée le syndicalisme et l'action directe. L'expérience, en effet, l'expérience de près d'un siècle lui a appris que le « parti », au sens habituel du mot, avec son acceptation de gens venus de toutes les classes et avec sa participation constante aux institutions si souples et si corruptrices d'un régime bourgeois manié par des petits bourgeois, ne peut lui donner les garanties nécessaires pour mener une lutte politique qui soit bien véritablement sa lutte à lui, sa lutte propre de classe prolétarienne.

Le lecteur qui arrive à ce passage de l'article se demande : « Que va-t-il arriver ? Comment Louzon, qui vient d'assommer si rudement le Parti communiste, va-t-il s'y prendre pour faire, selon l'usage, disparaître le cadavre ? » Honnête lecteur, rassure-toi ! Le Parti n'est pas mort ; il est seulement évanoui, et c'est Louzon lui-même qui le remettra sur ses jambes.

Continuons à lire, et prenons des notes.

— La Révolution russe, dit Louzon, est le pivot de la Révolution mondiale. Tout ce qui, dans le monde, se proclame révolutionnaire, doit « tourner » autour de ce pivot. La problème est de faire tourner comme les autres le prolétariat français.

Ici, un peu d'histoire, pour ne pas dire de roman. En 1919-1920, nombreux furent les syndicats français qui adhèrent à l'Internationale Communiste. Beaucoup d'entre eux depuis lors, se sont formalisés d'être en quelque sorte relégués dans l'Internationale des syndicats rouges. Ils estiment en effet que, faisant de l'action politique, étant le vrai parti,

leur place n'est pas à l'I.S.R., avec Lozovsky et consorts, mais à l'Internationale Communiste, avec Lénine, Trotsky et tous les autres, aux côtés du Parti bolchevik.

Hélas ! l'Internationale Communiste, qui n'entend rien à nos privilèges nationaux, n'a pas du tout compris les choses ainsi :

Malgré l'identité de leur but et de leur rôle, syndicats français et parti bolchevik russe ne *purent*, à cause de leur différence de forme, *constituer une même Internationale*.

C'est à ce moment, poursuit Louzon, toujours imperturbable, qu'un Parti Communiste s'est formé parmi nous, « identique de forme au Parti Communiste russe, *mais soumis à tous les dangers que cette forme implique en France* ». Ce Parti est un fait ; il existe, il le montre, et Louzon a l'esprit trop scientifique pour nier l'existence d'un fait. Mais on sent qu'il est plein de doutes sur l'avenir d'un tel Parti — en France. Pourra-t-il réussir où ses devanciers ont échoué ? Ce n'est pas sûr. Toutefois, il a pour lui au moins deux chances : la première est que le traité de Versailles, en nous donnant du fer à profusion, « a renforcé en France les bases techniques du grand capitalisme » et affaibli d'autant la *petite bourgeoisie démocratique* ; la seconde est que l'Internationale communiste, par l'énergie de sa discipline, parviendra *peut-être* « à éliminer *au moins* les manifestations extérieures de l'idéologie et de la politique petite-bourgeoise ».

Que les sombres prévisions de Louzon se réalisent ou non, il n'en reste pas moins que c'est le syndicat qui constituera toujours en France « l'organe le plus pur et le plus caractérisé de la lutte de classes ».

Et tant qu'il en sera ainsi, le rôle d'un Parti communiste sera des plus diminués. Ce sera — je l'ai dit plus haut — de faire la liaison entre les syndicats ouvriers et la Révolution russe. Je doute que le Parti Communiste se contente jamais de ce rôle subalterne de convoyeur et de vagemestre.

Tel est l'article de Louzon. Je n'ai pu, en l'analysant, me défendre d'une certaine ironie ; je ne crois pas, pourtant, en avoir faussé les termes. Il est suivi d'un *post-scriptum* des plus curieux en réponse au second article de Trotsky. Et ce *post-scriptum* de quelques lignes inflige aux trois colonnes massives qui le précèdent un redoutable ébranlement.

Louzon avait écrit dans son article que le syndicat seul — à la différence du Parti où toutes les classes se mêlent — est capable d'opposer aux influences petites-bourgeoises une insurmontable barrière. Et voilà qu'il convient inopinément que le syndicat lui-même n'est pas à l'abri de ces influences, qu'il est, tout comme le Parti, pénétrable aux infiltrations bourgeoises, réformistes et opportu-

nistes (nous en savons quelque chose !), qu'il est sujet à des hauts et à des bas, mais qu'enfin si le syndicalisme révolutionnaire succombait en France, rien ne pourrait l'y remplacer...

Il me reste non pas à discuter une à une toutes les idées de Louzon, dont chacune nécessiterait une réfutation en règle, mais à exposer comment nous concevons, dans l'Internationale Communiste, le rôle — c'est-à-dire les tâches — d'un parti véritablement communiste. Cette conception n'est point métaphysique ; elle est, si l'on peut dire, *dialectique*, fondée non sur des entités quasi métaphysiques, non sur des abstractions intellectuelles, pas même sur des abstractions ethniques, mais sur le mouvement même de la réalité constatée par l'histoire. Il ne s'agit en rien d'opposer mystiquement des notions pures, telles que, dans l'occurrence, *parti* et *syndicat*. Il s'agit de rechercher et de trouver comment le Parti communiste français (je dis : *français*), qui n'est le fruit ni du hasard des événements, ni de la volonté des hommes, mais qui résulte, comme le syndicat lui-même, « de la nature même des choses », parviendra à remplir pleinement sa tâche difficile de parti de classe. — sa tâche d'organisateur, d'éducateur et d'entraîneur des masses — et comment il pourra diriger la Révolution prolétarienne, non seulement vers l'abolition du salariat, mais vers les réalisations autrement étendues du communisme intégral.

Amédée DUNOIS.

La « Lutte de Classes » et le « Bulletin Communiste »

La LUTTE DE CLASSES publie cette semaine son dernier numéro. Elle fusionne avec le BULLETIN COMMUNISTE.

Les abonnés de la LUTTE DE CLASSES recevront autant de numéros du BULLETIN COMMUNISTE qu'il leur restait à recevoir de numéros de la LUTTE DE CLASSES.

Ceux qui étaient abonnés aux deux organes verront leur abonnement au BULLETIN prolongé d'une durée égale à celle qui restait à courir sur leur abonnement au BULLETIN.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

La Session de l'Exécutif élargi

LES QUATRE PREMIÈRES SEANCES

ORDRE DU JOUR :

1. a) Rapport du Præsidium.
b) Continuation pratique de la campagne pour le front unique.
c) Fusion des Internationales 2^{me} et 2 1/2. (Rapporteur Zinoviev).
2. Situation politique internationale. (Radek).
3. La lutte contre le fascisme. (Clara Zetkin).
4. Le problème syndical et les conseils d'usines. (Lozovsky et Brandler).
5. Les limites du centralisme dans l'Internationale Communiste (discussion avec les camarades scandinaves). (Boukharine).
6. La situation du mouvement ouvrier en Angleterre.
7. Préparation des travaux pour l'élaboration du programme de l'Internationale Communiste. (Boukharine).
8. Questions intérieures des Sections.
9. Propositions.

Première séance (12 juin)

La session de l'Exécutif élargi s'est ouverte le 12 juin à 19 heures, au Kremlin, à la salle Saint-André dans laquelle se sont tenus les derniers congrès de l'Internationale et, plus récemment, celui du Parti Communiste russe.

La séance est présidée par Zinoviev, dont l'arrivée est saluée de vifs applaudissements.

Sont présents : Les 25 membres de l'Exécutif, plus 3 représentants des partis des grands pays, de l'Internationale des Jeunes Communistes et de l'I.S.R.; 2 représentants des sections des pays de moindre importance, et 1 des petits partis communistes. A titre exceptionnel, l'Autriche est représentée par 3 délégués et la Hollande par 2. 10 camarades anglais ont été invités à l'occasion de la Conférence anglaise.

Parmi les membres de l'Exécutif, sont présents ou annoncés : Zinoviev, Georges Levy, Souvarine, Clara Zetkin (annoncée), Hoernle, Boukharine, Radek, Smeral, Neurath, Gennari, Gramsci, Schüller, Chatskine, Mac Manus, Hoeglund, Schefflo, Kuusinen, Kolarov, Stirner, Katayama, Safarov, Andrews (annoncé).

Le parti ouvrier norvégien a désigné en outre le camarade Eerling Falk.

Les délégués suivants sont aujourd'hui présents
France : Thibault, René, Rosmer ; *Italie* (pour le P.C.I.) : Urbani, Martini, Negri ; *Allemagne* : Boettcher, Walcher, Ewert ; *Tchéco-Slovaquie* : Zapotocki, Beuer ; *Angleterre* : Steward, Gallacher, Jackson, Pollitt, Brown, Newbold ; *Russie* : Lounatcharsky, Piatakow, Piatnitsky, Lozovsky
Internationale des Jeunes : Chatskine, Schüller, Gyphner, Michales Paasonen, Flyg, Furboten ; *Espagne* : Aparicio ; *Etats-Unis* : Amter, Trachtenberg ; *Autriche* : Koritschoner, Erey ; *Hollande* : Jansen ; *Danemark* : Laursen ; *Suède* : Stroem ; *Norvège* : Tranmael, Hofmo ; *Canada* : Jonson ; *Lithuanie* : Angaretis ; *Lettonie* : Stoutchka ; *Berzine* ; *Suisse* : Wieser ; *Yougo-Slavie*

Vladetik ; *Pologne* : Matiewsky, Krajewsky ; *Japon* : Aoki ; *Afrique du Sud* : Jones ; *Finlande* : Laukki, Manner ; *Esthonie* : Wakmann ; *Ukraine* : Manouilskv ; *Perse* : Sultan-Zadé ; *Turquie* : Gafaroff.

Les délégués des Sections suivantes ne sont pas encore arrivés : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Grèce, Géorgie, Irlande, Java, Corée, Mexique, Portugal, Roumanie, Uruguay.

Aux applaudissements unanimes, Zinoviev est élu à la présidence de l'Exécutif élargi.

Le Bureau est constitué comme suit : Trotsky (*Russie*), Zetkin, Boettcher (*Allemagne*), Thibaut (*France*), Smeral (*Tchéco-Slovaquie*), Gennari (*Italie*), Gallacher (*Angleterre*), Tranmael, Hoeglund (*Scandinavie*), Amter (*Etats-Unis*), Kolarov (*Balkans*), Roy (*Indes*), Katayama (*Extrême-Orient*).

Secrétaire politique : Neurath.

Secrétaire technique : Heimo.

Sur proposition de Zinoviev — parlant au nom de l'Exécutif — Lénine est élu président d'honneur.

Une commission politique est constituée pour élaborer les résolutions sur la continuation de la campagne pour le front uni, la situation internationale, l'action antifasciste. Cette commission est composée de 21 membres : Zinoviev, Trotsky, Piatakow (*Russie*), Boettcher, Hoernle (*Allemagne*), Levy, Souvarine (*France*), Kolarov (*Bulgarie*), Neurath, Smeral (*Tchéco-Slovaquie*), Vladetik (*Balkans*), Tranmael, Hoeglund, Scheffle (*Scandinavie*), Matiewsky (*Pologne*), Aoki (*Japon*), Pollitt (*Angleterre*), Gennari, Saita (*Italie*), Laukki (*Finlande*), Chatskine (*Jeunes*).

La Commission chargée d'étudier le 5^e point de l'ordre du jour (limites du centralisme dans l'Internationale) est ainsi constituée : Boukharine, Zinoviev, Radek, Piatakow (*Russie*), Zetkin — suppléant Hoernle (*Allemagne*), Kolarov (*Bulgarie*),

Smeral (*Tchéco-Slovaquie*), Mac Manus (*Angleterre*), Kuusinen (*Finlande*), Urbani (*Italie*), Souvarine (*France*), Katayama (*Japon*), Matiewsky (*Pologne*), Chatskine (*Internationale des Jeunesses*).

La commission de préparation du programme de l'I.C. est composée comme suit : Boukharine, Radek, Piatakow, Trotsky (*Russie*), Smeral (*Tchéco-Slovaquie*), Kuusinen (*Finlande*), Falk (*Norvège*), Kolarov (*Balkans*), Mac Manus (*Angleterre*), Zetkin (*Allemagne*), Matiewsky (*Pologne*), Gennari (*Italie*), Katayama (*Japon*), Eugène Varga.

Les commissions nommées pour l'étude des questions concernant des sections de l'I. C. sont ainsi composées :

ITALIE : Souvarine (*France*), Trotsky, Lounatcharsky, Zinoviev, Boukharine (*Russie*), Zetkin, Boettcher (*Allemagne*), Beuer (*Tchéco-Slovaquie*), Kolarov (*Bulgarie*), Koritschoner (*Autriche*), Amter (*Amérique*), Falk (*Norvège*), Schuller (*Internationale des Jeunesses*), Krajewski (*Pologne*), Aoki (*Japon*), Raccoczi, Dimitri.

BALKANS : Neurath, Smeral (*Tchéco-Slovaquie*), Frey (*Autriche*), Gennari (*Italie*), Hoernle (*Allemagne*), Levy (*France*), Gallacher (*Angleterre*), Radek, Piatskiy (*Russie*), Schefflo (*Norvège*), Kolarov (*Bulgarie*), Michales (*Internationale des Jeunesses*), Milioutine, Vladetik (*Yougoslavie*).

AUTRICHE : Neurath (*Tchéco-Slovaquie*), Walcher (*Allemagne*), Wiesner (*Suisse*), Vladetik (*Balkans*), Radek, Pianitsky (*Russie*), Hoeglund (*Suède*), Milioutine, Gypner (*Internationale des Jeunesses*), Jansen (*Hollande*), Gramsci (*Italie*), Lozovsky (*Russie*).

SUISSE : Steward (*Angleterre*), Walcher (*Allemagne*), Neurath (*Tchéco-Slovaquie*), Stirner (*Sud-Amérique*), Lozovsky (*Russie*), Negri (*Italie*).

HOLLANDE : Hofmo (*Norvège*), Manner (*Finlande*), Ström (*Suède*), Jansen (*Hollande*), Stouchka (*Lettonie*), Ewert (*Allemagne*), Krajewski (*Pologne*), Ivon Jones (*Afrique du Sud*).

COOPERATIVES : Khintchouk, Mechcheriavok (*Tchéco-Slovaquie*), Hoernle (*Allemagne*), Lévy (*France*), Tranmael, Schefflo (*Scandinavie*).

QUESTION FEMININE : Kuusinen (*Finlande*), Kolarov (*Balkans*), Zetkin (*Allemagne*), Smidovitch (*Russie*), Neurath (*Tchéco-Slovaquie*), Pianitsky (*Russie*), Tranmael (*Norvège*).

L'Exécutif élargi siègera tous les jours de 11 à 16 heures. Les soirées seront consacrées au travail des commissions.

DISCOURS DE ZINOVIEV

On aborde la question du premier point à l'ordre du jour.

ZINOVIEV. — Depuis le dernier congrès, un semestre s'est écoulé. La situation s'est éclaircie, de nouveaux problèmes se posent. Nous pouvons apprécier les décisions du IV^e Congrès et leur application. Dans plusieurs pays, la situation économique a eu un développement favorable au capitalisme. Haute conjoncture en Amérique; amélioration en Angleterre et en France. Mais en Europe Centrale, la situation s'aggrave; au Japon la crise ne fait que commencer. Le conflit anglo-russe caractérise fort bien la situation internationale. L'attitude nouvelle de la Grande-Bretagne a été dictée, non par l'affaiblissement, mais par l'affermissement de la Russie.

Les capitalistes se sont trompés sur la nouvelle politique économique, en y voyant le commencement de notre capitulation. L'état de la Russie s'améliore, les blés russes reparaissent sur

le marché mondial, jamais nous n'avons éprouvé mieux qu'aujourd'hui l'appui des travailleurs. C'est pourquoi un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire des efforts faits par les Etats capitalistes contre nous.

Le fascisme progresse. Nous venons d'apprendre les événements de Bulgarie, où le roi a consacré le coup de force. Il peut en arriver autant toutes les fois que le mouvement ne porte pas contre lui. Le danger de la guerre s'est accru, peut devenir immédiat du jour au lendemain. A Hambourg, les Internationales II et II 1/2 ont fusionné. Du point de vue réformiste même, la nouvelle Internationale n'a pas de politique. Elle ne compte que deux partis importants : le Labour Party anglais, la Social-démocratie allemande. Rappelons que Kautsky fut naguère contre l'admission du Labour Party dans la II^e Internationale. Ce parti s'est-il amendé ? Non, certes, mais l'état de la II^e Internationale a empiré au point que le Labour Party peut y jouer le premier rôle. Les menchéviks russes, naguère à la gauche de la II 1/2, sont maintenant à la droite de la nouvelle Internationale. Les statuts de celle-ci n'admettent pas que des ministres puissent appartenir à la commission exécutive. C'est comme si l'on excluait un voleur d'une honorable société, le temps de son séjour en prison. Ces gens-là n'ont pas besoin d'Internationale. Ils ont besoin d'une apparence, d'un décor d'Internationale. Le décor fera-t-il impression ? Peut-être, momentanément, comme il en fut en Allemagne de la fusion des indépendants avec les majoritaires. Cette fusion a seulement affaibli la social-démocratie qui est désormais un corps sans âme. La fusion des Internationales 2 et 2 1/2 ne fera que hâter leur désagrégation. Il n'y a qu'une Internationale authentique, la nôtre.

Les faits l'ont montré. Nous n'avons pas encore avec nous la majorité du prolétariat, mais toutes les forces que nous avons, nous les avons réunies pour l'action internationale. Deux de nos grands partis, ceux de France et d'Allemagne, ont, à une heure grave de l'histoire, entrepris ensemble une campagne pratique secondée par la Russie des soviets. Ils ont montré ainsi, au moment où deux bourgeoisies se prenaient aux cheveux, que les prolétaires pouvaient s'entendre et collaborer. Ça été un pas de fait vers un grand but, vers la formation d'un véritable Parti Communiste International.

La bourgeoisie est unie en tant que classe. L'Allemand Lutterbeck demande du secours au général français Degoutte. De notre côté, en ce qui concerne la question du front unique, nous avons éprouvé de grandes difficultés particulièrement en France où même les syndicalistes ont déjà recours à ce moyen. La question s'est souvent posée : le front unique n'est-il qu'une manœuvre, ou bien le désir des communistes de s'unir avec le prolétariat social-démocrate est-il réel ? Nous sommes naturellement pour un rapprochement avec les ouvriers social-démocrates et sans-parti. Nous l'avons toujours été. Nous voulions d'abord atteindre ce but par-dessus la tête des chefs. Nous avons vu que cela ne se peut pas. Nous devons nous adresser aux chefs tant que les masses ne nous comprendront pas bien. Pure manœuvre ? dit-on. Cela ne dépend que des chefs social-démocrates. S'ils veulent réellement agir, ce n'est pas une manœuvre. Je ne me suis jamais imaginé que Scheidemann et Renaudel accepteraient de combattre à nos côtés. Pourquoi le répéter ? Pour éviter toute confusion dans nos rangs. Nous devons montrer la voie aux masses, la voie entière. Si nous

ne l'avions pas fait en France, les syndicalistes ne seraient pas venus à nous.

Il est une autre chose que nous devons sans cesse répéter : les dirigeants social-démocrates déformeront toujours notre parole. La tactique du front unique implique un danger intérieur, comme l'a dit fort justement Trotsky, un danger de dégénérescence pour notre Parti. La tactique n'en est pas moins juste. On m'a quelquefois présenté comme son ennemi déguisé. C'est à tort. J'avais là-dessus certaines idées, mais je souscris aujourd'hui entièrement à la tactique du front unique.

L'I.S.R. a enregistré, au cours de la période écoulée, des succès marquants. Il y a un an, bien des camarades parmi nous croyaient à l'avortement de l'Internationale Syndicale Rouge. Ils doivent s'être rendus à l'évidence.

En France, depuis notre 4^e Congrès, un assainissement remarquable du Parti s'est produit. Il a fallu pour cela une opération difficile, mais le cœur du Parti s'est révélé sain. Le Parti s'est affermi, ses effectifs s'accroissent, sa presse a gagné en importance, bien qu'il manque encore d'expérience dans l'action politique. L'expression d'« impérialisme ouvrier » a jeté quelque confusion dans les esprits. Un de nos meilleurs militants, le camarade Treint, a voulu identifier la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie avec l'« impérialisme ouvrier ». La presse bourgeoise a tiré parti de ce mot. Nous n'avons rien de commun avec l'impérialisme qui est le propre de la bourgeoisie, qui est tout entier le fait de la bourgeoisie. Notre camarade Treint a aussi laissé entendre qu'il fallait émuïsser quelque peu nos critiques envers la social-démocratie. C'est une opinion erronée. Nous nous félicitons pour le parti français qu'il ait en tout cas réussi à surmonter les plus grandes difficultés.

Dans le parti allemand, un conflit s'est produit résultant du développement rapide de la situation. En présence de nouveaux problèmes, des divergences de vue surgissent. Ce conflit a pu être aplani avec le concours de l'Internationale.

La question italienne a déjà occupé le 4^e Congrès ; le Parti Communiste italien voyant son pire ennemi, non en Mussolini, mais en Serrati. Il ne s'apercevait pas des changements survenus depuis Livourne, et survenus également chez Serrati. La décision du 4^e Congrès sur la fusion des partis socialiste et communiste italien ne fut acceptée de nos camarades que par discipline. Ce fut leur faute si Serrati dut si longtemps rester ici. D'un point de vue objectif, nos camarades italiens sont parmi les meilleurs : toujours est-il que leur tactique a amené le parti à un désastre. Le dernier Congrès du parti socialiste italien ne peut être considéré que comme un épisode. Ce serait folie de rompre avec ce parti pour cette raison. Nous proposons de l'admettre dans l'Internationale en qualité de parti sympathisant. Que Nenni et Vella osent donc nous opposer un refus en face du prolétarien italien !

Le Parti norvégien, composé d'ouvriers vraiment révolutionnaires, a repoussé les décisions du 4^e Congrès et y a substitué des résolutions à tendance fédéraliste et syndicaliste. Je voulais en faire une sévère critique, mais la droite de l'Exécutif, sous l'égide de Boukharine (*rires*), m'en a dissuadé. Nous sommes prêts à discuter les limites du centralisme. Un Parti Communiste mondial ne signifie pas la disparition des partis nationaux. Avons-nous mérité d'être accusés d'y tendre ? Le fait que l'Exécutif a été élu par le Congrès ne change pas pratiquement les choses. La presse du Parti norvégien ne doit pas discréditer la grande idée du Parti Mondial. Même querelle avec le Parti

suédois, Hoeglund y défend ce point de vue que la religion est non seulement chose privée ne regardant pas l'Etat, mais aussi ne regardant pas le Parti. Ces conceptions doivent être combattues.

Le 4^e Congrès s'est demandé si le Parti américain devait être légal ou non. Nous nous sommes prononcés pour le parti légal ; il existe maintenant.

En ce qui concerne notre attitude envers les paysans et la question nationale, nous avons conservé quelques traditions de la 2^e Internationale. Notre Parti anglais ne comprend pas encore la grosse importance de la libération nationale des pays. Il est radical dans ses déclarations, mais ne sait pas engager une action de grande ampleur, ni en ce qui concerne la question irlandaise, ni en ce qui concerne la question coloniale. La question nationale est aussi la question vitale de la politique allemande. Notre parti peut dire à bon droit que bien que nous ne reconnaissons pas de patrie bourgeoise, c'est nous qui défendons, en Allemagne, l'avenir du pays, et de la nation. Nos camarades l'ont reconnu sans oser commencer une campagne pratique. Notre parti yougoslave ne comprend pas, lui non plus, l'importance de la question nationale. En Tchéco-Slovaquie, il y a encore deux organisations du textile, selon les nationalités. Le nationalisme règne dans ce domaine. La différence entre nous et les partis bourgeois, ce n'est pas qu'il n'y a pas chez nous de question nationale mais qu'ils sont, eux, incapables de la résoudre. Cette question ne peut être résolue que dans une société socialiste.

Nos partis ne se sont pas encore faits à l'idée qu'ils doivent avoir la majorité du pays derrière eux. Et pourtant, nous ne sommes pas seulement un parti ouvrier dans la société bourgeoise, mais un parti ouvrier qui est aussi le parti du peuple laborieux entier. Cette conception est également juste pour la question paysanne. Nous avons ici de grandes fautes à signaler : en Allemagne, où nous nous sommes laissés intimider par les social-démocrates ; en Pologne, où n'a pas été menée une véritable campagne pour le partage des domaines.

Notre mot d'ordre de gouvernement ouvrier doit être élargi dans le sens du gouvernement ouvrier et paysan, comme le parti américain l'a déjà compris. Les social-démocrates, obligés d'abandonner maintes positions dans la classe ouvrière, en cherchent de nouvelles parmi les paysans. A nous d'occuper les positions qu'ils abandonnent et aussi de recommencer la conquête des campagnes. Le *gouvernement ouvrier et paysan* est un aspect de la dictature du prolétariat. Si nous voulons véritablement arriver à la dictature du prolétariat, nous devons savoir conquérir les paysans. De nombreux ouvriers, qui ont cessé de croire que nous pouvons vaincre par nos propres forces, reprendront courage s'il nous voient ces nouveaux alliés. Notre mot d'ordre peut donc être utile dans tous les pays. C'est un signe des temps que les paysans commencent partout à jouer leur rôle propre. Peut-être cette session de l'Exécutif ne donnera-t-elle pas encore son assentiment au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. Nous avons cependant acquis assez d'élasticité par la tactique du front unique. Les paysans ne sont pas en opposition directe avec les ouvriers. Pourquoi laisserions-nous nos ennemis les utiliser contre nous ? L'exemple russe est un enseignement. C'est le prolétariat qui doit gouverner, mais avec habileté. Dans un parti accueillant les paysans, chaque ouvrier avant des attaches avec la campagne devient un agitateur. Et si nous ne pouvons pas

nous attacher les paysans, nous pouvons tout au moins les neutraliser. Le 4^e Congrès a souligné l'importance de la nouvelle politique économique de la révolution russe en tant que facteur de coordination entre les ouvriers et les paysans et a pensé qu'elle serait un phénomène international. S'il en est ainsi nous devons dès à présent lancer le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. Nous ne sommes pas un futur parti exclusi-

vement ouvrier, mais un parti du travail qui veut dominer les campagnes. Notre point de vue de classe ne doit pas être pour cela abandonné. Aucune concession là-dessus ! Nous sommes un parti ouvrier, mais un parti ouvrier intelligent. Nos partis doivent transformer leur psychologie, ils doivent avoir la volonté du pouvoir qui les conduira plus tard à la victoire. (*Vifs applaudissements.*)

Deuxième séance (13 juin)

La deuxième séance est ouverte à 12 heures, par Kolarov.

La proposition du président sur la limitation du temps de parole à 1 heure pour les rapporteurs et une demi-heure pour les autres orateurs, est acceptée.

ZINOVIEV prend la parole pour une rectification. Il a dit que le Parti norvégien avait repoussé les décisions du IV^e Congrès. En fait, il les a acceptées à l'unanimité et s'est engagé à les appliquer. Il s'est donc comporté loyalement et, jusqu'à présent, rien n'a permis de l'accuser de non-exécution des décisions. La majorité du parti a seulement pris une résolution qui contredit en fait ces décisions.

DURET constate que l'appel — nécessaire — aux chefs socialistes dans l'application de la tactique du front unique comporte des dangers d'autant plus grands qu'il s'agit de Partis communistes plus inexpérimentés, moins nettement marxistes. En France, par exemple, on a fait des gentillesses aux chefs réformistes. Les articles de Treint ayant paru dans l'organe officiel du Parti, c'est le Bureau politique tout entier qui doit en porter la responsabilité. — L'orateur critique la réponse du Bureau politique au refus du front unique des organisations socialistes, et les avances qu'on a faites à la gauche du P. S., d'ailleurs infime, mais peut-être plus dangereuse que la droite.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est plus gros de dangers que celui du gouvernement ouvrier tout court. Il y a dans l'Internationale deux façons de comprendre le gouvernement ouvrier, soit comme résultat de l'action révolutionnaire, soit comme résultat du jeu des forces parlementaires et démocratiques. Dans ce dernier sens, il y a des articles de Smeral et des passages peu nets de la résolution de Leipzig. Il importe de préciser que le gouvernement ouvrier et paysan ne peut être atteint que par des voies révolutionnaires et ne sera pas parlementaire.

Dans la question nationale, une grande force d'inertie se manifeste. Trop d'anciens social-patriotes repentis pensent que tous les mouvements nationaux doivent forcément avoir un caractère impérialiste. Humbert-Droz l'a écrit et l'on trouve les mêmes idées dans les articles de Sommer et de Neurath. C'est s'inspirer d'une méthode métaphysique et non dialectique.

Les socialistes ont d'abord soutenu tous les mouvements nationaux dirigés contre la Russie, parce que la Russie tsariste constituait un facteur de réaction. Quand en Russie se développent le capital et le prolétariat, alors que les autres pays entrent dans la phase impérialiste, la lutte contre la Russie cesse d'être révolutionnaire, il faut combattre tous les impérialismes. Lorsque la Russie devient soviétiste, tous les mouvements anti-

impérialistes doivent forcément graviter autour d'elle et être soutenus par les communistes. Les camarades russes qui le disent avec raison ont si peu de « psychologie gouvernementale », que Lénine et Zinoviev l'écrivaient déjà en 1917.

L'orateur termine en constatant que le Parti communiste français est devenu digne des autres sections de l'Internationale.

VARGA. — Il faudrait formuler plus clairement le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. On doit faire une différence entre les paysans *travailleurs* et les paysans *exploiteurs*. Les paysans travailleurs qui sont exploités par les impôts, la politique des tarifs des chemins de fer, les trusts, et aussi, dans beaucoup de pays, par les grands propriétaires fonciers féodaux, sont joints au prolétariat par des liens multiples.

Naturellement, ce mot d'ordre cache de grands dangers. Si, pour appliquer le mot d'ordre du front unique, nous nous unissons aux ouvriers social-démocrates, c'est là une alliance avec des camarades de classe. Mais le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan signifie que nous recherchons l'alliance d'une classe dont la situation économique n'est pas la même que celle du prolétariat. On peut même craindre que de larges couches de paysans exploités et producteurs ne s'attachent à nous dans leur lutte contre le capital. Cela peut arriver en Amérique et au Canada, où non seulement les paysans travailleurs, mais aussi les paysans exploités, luttent contre le capital qui, depuis une dizaine d'années, élève artificiellement le prix des produits industriels et établit ainsi entre les produits agricoles et industriels une différence de prix défavorable aux producteurs ruraux. Cette crise deviendra encore plus aiguë avec la réapparition de la Russie sur le marché agricole.

Je proposerais de modifier un peu, dans la propagande, la formule du gouvernement ouvrier et paysan et de dire : « *gouvernement des ouvriers et des paysans travailleurs* ». Jamais encore, dans aucun pays, la classe paysanne n'a pu garder longtemps le pouvoir. Elle doit être conduite par une autre classe. Pour elle, la question se pose ainsi : sera-t-elle dirigée par le capital qui l'exploite ou par le prolétariat qui ne l'exploite pas ?

Contre Duret, Varga déclare qu'il n'est ni dialectique ni marxiste d'établir une différence entre le gouvernement ouvrier parlementaire et le gouvernement ouvrier révolutionnaire.

Si l'on réussit, conclut-il, à convaincre ce congrès de la nécessité absolue de l'alliance entre la classe ouvrière et la classe paysanne, cette session constituera une date mémorable dans le développement de notre mouvement.

URBANI (Italie) discute le passage du rapport de Zinoviev concernant l'Italie. Il repousse le re-

proche fait au P. C. italien et surtout à son Comité Directeur d'avoir saboté la fusion. Il s'abstient de discuter les propositions du rapporteur ; ce sera fait à la commission. Mais il demande des preuves positives du prétendu sabotage. Elles manquent. L'échec de la fusion a des raisons positives.

L'Exécutif s'est trompé sur la portée et la profondeur de l'adhésion du Congrès de Rome, autre erreur a été de croire que l'on pouvait, dans une large mesure, préparer la fusion à Moscou. Les travaux de la Commission de fusion n'ont pas été retardés par la faute du P. C. italien, mais il y a bien eu un sabotage socialiste de la fusion. Le voyage de Serrati en Suisse a fait perdre plusieurs semaines. Enfin, le premier délégué de l'Exécutif en Italie a employé une tactique fâcheusement conciliante envers les antifusionnistes, en contradiction avec les décisions de la Commission de fusion. L'envoi d'un nouveau représentant pose la question : auquel des deux donner raison ? Car le deuxième délégué a constaté que le Parti faisait tout son possible pour la fusion.

Zinoviev nous a reproché de ne pas avoir fait de campagne de presse à ce propos. Le silence était la seule attitude possible en présence des agressions constantes des socialistes antifusionnistes. Si nous leur avions répondu, la fusion devenait tout à fait impossible.

Nous avons, assurément, commis des erreurs ; mais il est très injuste de rejeter sur nous toutes les responsabilités. Les faits nous innocentent. Aussi la garantie d'organisation proposée par Zinoviev, sans qu'il en donne une justification politique, a-t-elle toute l'apparence d'un geste de méfiance imméritée.

HOEGLUND (Suède) reproche à Zinoviev de n'avoir indiqué que les côtés négatifs. L'Exécutif a commis des fautes qui ont aggravé la situation. Tout aurait dû être fait pour empêcher la désagrégation des forces du Parti en Norvège. En réponse à la critique faite par Zinoviev de son article : « Communisme et Religion », Hoeglund explique qu'il a voulu dire que la propagande antireligieuse ne doit pas détourner le Parti des tâches plus importantes de la lutte contre le Capital. L'Église d'État doit être combattue, mais une campagne antireligieuse n'aurait pour effet que de repousser certains éléments que nous devons gagner. C'est ce qui fait que la Jeunesse communiste suédoise n'est pas aussi forte qu'il serait à souhaiter. L'Exécutif ne devrait pas poursuivre cette dangereuse méthode, il ne devrait pas, par ses critiques, affaiblir l'autorité de la direction du Parti et louer l'attitude oppositionnelle de la Jeunesse. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est sans doute juste, mais il ne faut pas le surestimer. L'essentiel n'est pas de lancer de nouveaux mots d'ordre, mais de concentrer ses forces pour réaliser les anciens.

Après la fin du discours de Hoeglund, RADEK propose de lui laisser la parole pour fournir les preuves de ses critiques de la tactique de l'Exécutif dans la question scandinave. Hoeglund déclare qu'il y reviendra dans la discussion.

FALK (Norvège) dit que l'impression laissée par le discours de Zinoviev est que le Parti norvégien ou sa direction est anti-communiste. Cela est injuste.

Le différend avec l'Exécutif résulte uniquement de la centralisation et de l'attitude prise à l'égard du Parti. Par lettres et par l'intermédiaire de Radek et de Boukharine, l'Exécutif a lancé des criti-

ques basées sur des informations fausses. Par ces attaques non fondées, il a soutenu les tendances opportunistes.

Zinoviev a dit que certains membres du groupe *Mot Dag* devaient être exclus, mais il n'a ni mentionné de noms, ni apporté d'accusations précises. Devant une telle attitude, le parti s'est divisé.

Il est vrai qu'il y a des différends même en dehors de la question du centralisme. Nous croyons que le C.E. traitera avec notre Comité central et non avec quelques membres de la minorité. Le mouvement des Jeunesses s'organise tout à fait séparément, sans doute avec l'aide de l'Exécutif. Nous considérons cela comme une tactique déloyale. Si cela continue, avant deux ans, la Norvège sera une nouvelle Italie. L'autorité de l'I.C. doit être absolue dans toutes les questions internationales, mais, en règle générale, elle ne doit pas intervenir dans les questions locales.

Zinoviev déclare que la tactique du front unique est nécessaire parce que les social-démocrates se sont montrés plus forts et le Parti Communiste plus faible que nous ne le croyions. Or, en Norvège, le P.C. est un parti de masses, tandis que le parti socialiste est infime. Nous avons décidé de faire front unique avec les puissants syndicats et non avec les faibles leaders socialistes. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan fortifierait les éléments réformistes dans le parti.

En ce qui concerne la propagande antireligieuse, le camarade Falk s'associe à l'opinion de Hoeglund.

BOUKHARINE. — Hoeglund déclare avoir été surpris par le discours de Zinoviev qui ne lui aurait pas donné ce qu'il en espérait. Zinoviev avait à traiter des nouveaux phénomènes politiques et des symptômes dangereux qui se manifestent dans les partis communistes : ce qu'il a fait. Nous pardons ainsi de vue la différence entre nous et la 2^e Internationale. Hoeglund accuse l'Exécutif d'avoir d'abord corrompu le Parti italien et de vouloir corrompre à présent le Parti norvégien. Mais il n'apporte aucune preuve.

Examinons maintenant son argumentation plutôt comique sur la question religieuse. Zinoviev a déjà demandé hier pourquoi cette question a brusquement surgi. Objectivement son apparition à l'heure actuelle ne peut avoir qu'un sens. Une campagne est menée dans toute l'Europe contre la Russie concernant de prétendues persécutions religieuses. Et c'est à ce moment que quelques camarades norvégiens cherchent à se montrer de meilleure composition en matière religieuse que les communistes russes. Ces camarades craignent les attaques de la classe bourgeoise. De même dans la question du centralisme. Juste au moment où la presse bourgeoise commence à parler des oukazes de Moscou et de la dépendance des communistes norvégiens à l'égard de la dictature moscovite, nos camarades suédois commencent à s'occuper du centralisme. Les communistes suédois veulent paraître plus humains que les autres ; c'est du moins le sens objectif de leur attitude.

L'argumentation de Hoeglund n'a rien de marxiste. Dire que le Parti Communiste ne considère pas la religion comme contre-révolutionnaire, est erroné. Toute religion, en Europe, est contre-révolutionnaire. En Orient, la religion peut encore jouer un certain rôle révolutionnaire comme le prouve la lutte des masses religieuses de l'Asie contre l'impérialisme anglais. Les méthodes de libération du prolétariat des chaînes du capita-

lisme sont aussi celles de sa libération du prolétariat de l'idéologie bourgeoise. La religion en est un des éléments. D'après Hoeglund, le but du communisme est d'établir sur la terre une société digne de l'homme ; ce qui concerne le ciel est en dehors de ses tâches. En ce qui concerne le ciel, je puis dire à Hoeglund comment il est fait : j'ai fait en avion le voyage de Berlin. (Rires.)

Hoeglund écrit : « Il en est autrement si le P.C. s'oppose à ce que la religion devienne un instrument politique de classe ». Le marxisme démontre que toute religion est une idéologie de classe.

Nous pouvons souffrir des croyants dans notre parti, car la religion a de profondes racines dans l'âme de l'homme moderne. Nous devons être patients envers les croyants pour les rééduquer ; mais il ne faut pas en conclure que le Parti n'a rien à voir avec la religion ! Hoeglund remarque que j'ai écrit dans l'A.B.C. du Communisme que l'action antireligieuse exige de la prudence. Evidemment, Falk affirme qu'il serait insensé de se mettre maintenant en guerre avec la religion. Il ne voit pas que ce n'est pas nous qui avons entrepris une campagne antireligieuse, mais que c'est Hoeglund qui mène une campagne pour la religion.

Falk impute à Zinoviev d'avoir dit que le Parti norvégien est hostile à l'Internationale Communiste. C'est justement le contraire qu'a dit Zinoviev. Falk affirme que nous n'avons jamais discuté les différentes questions litigieuses directement avec le Parti norvégien, mais que nous nous sommes adressés à des personnalités. Au contraire. Nous nous sommes maintes fois adressés à la Centrale du Parti norvégien pour l'inviter à envoyer des représentants à Moscou. Cela ne nous a pas toujours réussi. Falk nous reproche de nous être liés à une fraction, mais il oublie que c'est le Parti norvégien qui nous a envoyé des camarades de cette fraction. Trammael n'est pas venu. En ce qui concerne le groupe *Mot Dag*, la question devait être discutée dans une commission. Le Parti norvégien ne porte malheureusement aucun intérêt particulier à la cause internationale. En ce qui concerne la Jeunesse, mon avis personnel est que, dans les questions relatives aux relations avec l'Internationale, la discipline nationale ne lie pas les membres d'un parti quand ce parti se trouve en opposition avec l'Internationale. Tout membre des Jeunesses et du Parti a le droit, pendant un conflit entre l'Internationale et la section locale de se prononcer pour l'Internationale et contre la Centrale. Je conclus : si les camarades scandinaves désirent vraiment travailler avec l'Internationale, nous arriverons à trouver le moyen d'écartier toutes les difficultés. (Applaudissements.)

BOETTCHER (Allemagne). — La principale question tactique des partis européens est la question du Front unique et du gouvernement ouvrier. La tactique du front unique a été jusqu'à présent employée en Allemagne avec un grand succès. Depuis que nous l'employons, il ne s'est pas produit de difficultés insurmontables dans son application. Pour éviter des déviations, il est sans cesse nécessaire d'insister sur le rôle du Parti Communiste dans la marche à la dictature. Le 4^e Congrès ne permet pas de croire que la tactique du front unique constitue une interprétation dangereuse de la dictature prolétarienne ou une révision des principes communistes. Nous éprouvons la plus grande méfiance à l'égard des chefs socialdémocrates à cause du rôle de trahison qu'ils sont encore forcés de continuer. Mais nous avons confiance en

les ouvriers socialdémocrates, qui luttent à côté de nous. C'est ce qui justifie la tactique de l'unité de front. Dans le Parti allemand, l'opposition représenta d'abord l'opinion que le front unique ne devait se faire que par en bas. Cette conception est fautive et on l'a maintenant écartée. Le front unique est notre stratégie politique actuelle ; grâce à lui nous démasquons les chefs socialdémocrates et en même temps nous conduisons les ouvriers socialdémocrates et sans-parti vers des positions de lutte plus avancées et bien définies.

En appliquant la tactique du front unique, il importe de poser des revendications accessoires également aux ouvriers socialdémocrates et qui puissent leur paraître immédiatement réalisables. Le front unique est un pacte entre les ouvriers communistes et socialdémocrates contre la politique de coalition et contre la bourgeoisie ; et s'il a ce caractère, il aura naturellement aussi celui d'un pacte entre les ouvriers communistes et socialdémocrates. Notre opposition même a dû reconnaître que nous avons obtenu des succès par l'emploi de cette tactique, et que ces succès rendront la lutte plus facile à la classe ouvrière. La socialdémocratie sera détruite par ses contradictions intérieures. Elle est placée devant ce dilemme : politique ouvrière ou politique bourgeoise. La scission idéologique de la socialdémocratie est un résultat important de la tactique de l'unité de front.

Le gouvernement ouvrier peut naître des institutions démocratiques existantes. Ce n'est pas un point immuable, mais une ligne mouvante qui prend chaque jour de nouveaux aspects. Il peut se produire des situations dans lesquelles nous aurons à déclarer aux ouvriers socialdémocrates : en tant que communistes, nous sommes prêts à former une coalition révolutionnaire même avec les chefs socialdémocrates, bien que nous sachions qu'ils nous trahiront au premier jour. Etant donnée la situation critique de plusieurs pays, il y a des raisons de croire qu'au lieu de former d'abord un gouvernement ouvrier et paysan, nous devons passer directement à la dictature. Cependant, nous devons envisager la possibilité d'un gouvernement ouvrier, coalition révolutionnaire avec la socialdémocratie et les syndicats. Ce gouvernement serait soutenu principalement par des organes de classe extra-parlementaires.

En Allemagne, nous avons réussi à organiser les ouvriers sympathisants autour du Parti Communiste dans les Comités d'usines, les comités de contrôle et les centurries. Tous ces groupements sont des organes du front unique avec l'aide desquels agit le Parti Communiste. Par l'emploi de la tactique du front unique, nous avons réussi à amener à nous en fait une grande partie des ouvriers socialdémocrates, qui figurent encore cependant sur les listes du parti socialdémocrate. Nous devons par tous les moyens qui sont à notre disposition, hâter ce procès. Nos partis ont à conquérir le pouvoir politique ; ils doivent être des partis de victoire et diriger la nation. Dans l'action de la Ruhr, nous n'avons encore jamais eu cette psychologie.

Encore un mot aux camarades norvégiens. Nous avons l'impression que le Parti norvégien n'a pas assez de liaison avec les autres Partis Communistes. Nous espérons que les camarades norvégiens se percevront bientôt que le fédéralisme nuirait considérablement au mouvement et que seul le centralisme le plus rigide permet à l'Internationale Communiste de conserver la direction de la révolution mondiale. (Applaudissements.)

Troisième séance (13 juin, soir)

La séance du soir est ouverte à 20 heures sous la présidence du camarade Smeral.

FLYG (Norvège). — Le point de vue de Hoeglund sur la question de la centralisation a une grande importance pour l'Exécutif. Depuis le IV^e Congrès, Hoeglund a développé son point de vue d'opposition aussi bien au Comité Central du parti suédois qu'après avoir démissionné de ses postes de confiance dans le parti et dans l'Internationale. Il l'a développé au Conseil national du parti et enfin à la conférence de Christiania. Après la conférence de Christiania, où les décisions du IV^e Congrès furent acceptées sans condition, Hoeglund, malgré sa collaboration à leur élaboration, prit position contre la publication des résolutions du Conseil National des Jeunesses approuvant sans réserves les décisions du 4^e Congrès mondial sur la centralisation de l'I.C. Il déclara à la Fédération des Jeunesses qu'après les déclarations des représentants de l'Exécutif à Christiania, les divergences pouvaient être considérées comme liquidées. Au Congrès du parti, Hoeglund demanda à se prononcer contre la centralisation de l'I.C. Dans sa lettre de démission, il a dit que ni le parti suédois, ni l'I.C. n'étaient mûrs pour une semblable centralisation. Hoeglund n'est partisan que d'une centralisation dans le cadre national de la Suède sous la direction du parti suédois ; il n'en est pas partisan dans l'I.C. Je crois que la question religieuse en Suède a une grande importance pour notre parti. On le voit justement dans l'article du camarade Hoeglund « Communisme et Religion ». Il n'est pas vrai que si nous entreprenions en Suède une propagande anti-religieuse, tout le mouvement communiste en souffrirait. Notre tâche est d'éclairer les masses, de les amener au marxisme comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

CHATSKINE (Internationale des Jeunesses). — La question soulevée par l'article de Hoeglund « Communisme et Religion » a son importance pour l'Internationale des Jeunesses. Il ressort de l'article d'Hoeglund que la religion est une affaire privée pour le Parti communiste. Ce point de vue est faux, opposé au marxisme. Lénine écrivait déjà en 1905 : « Pour le parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Le parti est l'union de tous les combattants conscients de l'émancipation ouvrière. Cette union ne peut et ne doit pas se montrer indifférente à l'inconscience et à l'obscurantisme représentés par les visions religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Etat et de l'Eglise pour pouvoir combattre l'obscurantisme religieux par les moyens purement idéologiques de notre presse et de notre parole ; mais nous avons créé une organisation qui est destinée aussi à la lutte contre tout abêtissement religieux des ouvriers »

Le point de vue de Hoeglund est beaucoup plus proche de la « tolérance » socialdémocrate que du point de vue marxiste de Lénine. Les tendances religieuses en Russie ont été, à n'en pas douter de tout temps beaucoup plus fortes qu'en Suède et cependant le Parti révolutionnaire russe, malgré sa propagande anti-religieuse, n'est pas devenu une secte comme le camarade Hoeglund le craint pour le parti suédois.

Dans la question du centralisme démocratique, Falk a représenté ici le point de vue de l'opposition suédoise et non celui de l'opposition de principe au centralisme dans l'Internationale,

comme il le faisait en Norvège. La différence entre la II^e et la III^e Internationale dans la question du centralisme, est en relation étroite avec leur caractère politique. L'Internationale Communiste est une Internationale d'action ; elle a donc besoin d'une unité solide et d'une coordination des forces. Le point de vue des camarades norvégiens dans cette question est une survivance de la social-démocratie. A Hambourg aussi on a décidé d'admettre la discipline dans les questions internationales et de laisser la main libre aux partis dans les questions nationales. L'Internationale des Jeunesses communistes possède depuis sa formation un Exécutif nommé et n'a cependant pas fait d'expériences désastreuses.

Les reproches de Falk à la Jeunesse norvégienne qui se serait dressée contre le parti sont injustifiées. La Jeunesse Communiste de Norvège se place sur le terrain de l'Internationale et donc en opposition au parti ; notre devoir est de veiller à ce qu'elle continue à servir en Norvège le point de vue de l'Internationale.

Le travail antimilitariste a reposé exclusivement, jusqu'à présent, sur l'Internationale des Jeunesses Communistes. Cette situation ne peut pas durer ; il faut que l'Internationale oblige ses organisations à y prendre part. Dans la question de la fusion du P.C. italien et du P.S.U., la Jeunesse italienne a la meilleure expérience. La Jeunesse communiste n'a pas saboté la fusion. Au Congrès de la Jeunesse socialiste, 80 % des voix se sont prononcées pour la fusion.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan doit avoir pour base un grand travail de documentation théorique sur la question paysanne. Il serait désirable que Boukharine nous en fournisse la base théorique. Ne perdons pas de vue, dans l'agitation auprès des paysans, que la composition de nos partis est en majorité prolétarienne.

EWERT (Allemagne). — La presse scandinave a publié bien des informations et des articles tendancieux sur la question de l'insurrection armée. Dans une interview, Tranmael a parlé des exigences extrémistes de Moscou et dit, en citant le putsch de Kapp, que le prolétariat peut vaincre sans prendre les armes. C'est là une argumentation purement socialdémocrate. D'ailleurs, elle est contraire aux faits : Lors du putsch de Kapp, le prolétariat allemand a pris les armes et lorsqu'il a été désarmé, il s'est trouvé vaincu. Nous devons nous opposer résolument aux opinions de Tranmael. A notre avis, le centralisme de l'Internationale n'est pas encore complet. Mais on conçoit qu'un quartier général appelé à déterminer les objectifs, les tâches, la politique de nos partis ne puisse pas se créer du jour au lendemain.

La plus importante question dont ait parlé Zinoviev, est celle du gouvernement ouvrier et paysan. Elle est aussi importante pour les pays industriels que pour les pays agricoles. En Allemagne, la victoire du prolétariat industriel ne sera possible que lorsqu'il neutralisera 2 millions de petits paysans. La question n'est pas neuve pour l'Allemagne, où le groupe Spartakus avait déjà fait appel aux petits paysans. Notre devoir est de trouver une formule de gouvernement ouvrier et paysan qui soit bien claire aux yeux des travailleurs et qui ne leur permette pas de douter que

nous faisons exclusivement appel aux travailleurs ruraux.

La question nationale n'a pas été posée en Allemagne avec toute l'attention requise dès le début des événements de la Ruhr. Des divergences de vues existent encore à son sujet dans notre parti et n'ont pu être aplanies que tout dernièrement. Le problème n'est pourtant pas des plus ardues. La bourgeoisie allemande trahit manifestement la nation. Ailleurs, le problème national présente certainement plus de difficultés. Le conflit de la Ruhr nous a offert la première occasion d'une collaboration effective des partis allemands et français. Les faiblesses dont nous sommes aperçus à cette occasion n'en diminuent pas la haute importance.

RADEK. — On reproche à l'Internationale Communiste qu'un centralisme rigide y étouffe toute vie spirituelle. Par la discussion qui a été soutenue ici, on peut déjà apercevoir un mieux. Tandis qu'à Hambourg aucune question n'a été discutée sérieusement, ici, dès la deuxième séance, une vive discussion se produit. Les travailleurs peuvent donc se convaincre que nous sommes les seuls à poursuivre des discussions positives. Falk est contre l'examen, par l'Internationale, des questions intéressant les partis nationaux. Comment donc corrigera-t-on les fautes, si elles ne sont pas discutées ? Les camarades norvégiens ont entendu les délégués allemands exprimer la pensée des ouvriers allemands. Que nous ont-ils dit ? Que l'intervention de l'Internationale les a aidés.

L'article de Hoeglund attire par hasard notre attention sur un danger particulier. Nous ne pouvons également nous entendre avec lui qu'en nous expliquant.

Le rapport de Zinoviev contenait deux points principaux : la consolidation de l'Internationale et l'élargissement de la base de notre activité. En ce qui concerne la consolidation de l'Internationale, elle est en rapports étroits avec les conditions italienne et norvégienne. Urbani nous disait que nous devons montrer aux communistes italiens quand et où ils avaient saboté les décisions de l'Internationale Communiste. Il en appelait au témoignage de Dimitri. Cependant, la position du parti italien, que nous connaissons suffisamment, montre déjà que le parti a commis certaines fautes, celle de Vella et de Nenni ne prouvent rien en faveur du P.C. italien. C'est justement parce que plusieurs dirigeants du Parti socialiste voulaient saboter la fusion que notre parti devait, avant tout, la servir ! Nos amis italiens sont d'excellents militants, et qui a eu à faire avec eux en Italie revient de là profondément ému. Mais cela ne doit pas nous empêcher de leur indiquer leurs fautes. Il ne s'agit pas là d'une imixtion étrangère dans leur activité mais d'un échange d'expériences internationales.

Falk assure que nous adressons aux Norvégiens des accusations injustifiées. Si nous considérons les choses avec soin, il apparaît cependant qu'il ne s'agit pas de malentendus. L'Exécutif a bien apprécié la situation politique. Les camarades norvégiens ont, il est vrai, approuvé un moment les décisions de l'Internationale ; ils ont reconnu la compétence de l'Internationale Communiste. Maintenant nous leur demandons : Quelle opinion représentez-vous à cette heure ? Le Parti norvégien est un parti prolétarien sain ; qui voudrait le séparer de l'Internationale, se brûlerait les doigts. Ce parti souffre d'être écarté des grands événements et d'avoir subi un développement his-

torique qui explique sa situation actuelle. Mais cette particularité doit être surmontée. Non par des ukases, mais par l'effort des camarades norvégiens. Ou les camarades dirigeants comprendront cette nécessité, ou ce seront les camarades non-dirigeants qui la comprendront !

En ce qui concerne la base élargie de notre activité, il faut envisager diverses questions : le gouvernement ouvrier et paysan, la question nationale et la question religieuse. Le prolétariat est une classe en progrès, qui doit agir hardiment. L'article de Hoeglund au contraire témoigne d'un esprit de sénilité. Ainsi pensent sur la question religieuse de vieilles dames qui ont mené joyeuse vie autrefois. Nous donnons la préférence aux jeunes ! (*Hilarité.*) La question religieuse a une grande importance. Si nous écartons la bourgeoisie, le Seigneur Dieu est par là même écarté. Car il n'est pas autre chose qu'une quintessence de bourgeoisie. Celui qui n'ose pas en Angleterre rompre avec Dieu ne sera pas bon communiste. Cela ne veut pas dire que nous devons d'abord travailler les couches arrières du prolétariat avec des écrits antireligieux. Zinoviev a indiqué qu'en Russie des gens ont été exclus du Parti pour s'être mariés à l'église. Mais la Russie est une forteresse assiégée dont nous sommes les défenseurs. Le soldat qui n'ose résister à sa famille est un mauvais soldat. En Occident, par contre, nous recrutons encore une armée. Zinoviev n'a pas proposé l'exclusion des communistes n'ayant pas rompu toutes attaches avec l'Eglise. (*Zinoviev : Très juste !*) Un dirigeant du Parti doit avoir une conception claire de ces questions, à traiter avec la plus grande prudence eu égard à la psychologie des masses.

Voyons maintenant la question paysanne. Il ne s'agit pas d'un nouveau mot d'ordre. Nous avons depuis longtemps rompu avec la conception social-démocrate de l'indifférence dans cette question. Si nous y insistons autant c'est parce que notre cause est en progrès rapide. Les revendications économiques seules ne suffisent pas à améliorer la situation du paysan. Nous devons lui dire qu'elle ne s'améliorera pas, tant que nous n'aurons pas pris le pouvoir avec lui. Le parti bolchevik avait agi pour les paysans mais seul le mot d'ordre de la Révolution de 1905 : « Coalition avec les paysans », a eu une grande importance. Cela ne veut pas dire que nous formerons en Pologne une coalition avec Witos et en France avec les radicaux-socialistes ; car ce sont là des partis paysans contre-révolutionnaires avec lesquels nous n'avons rien à voir.

Poser la question nationale, c'est-à-dire faire comprendre au prolétariat qu'il doit être le Parti de la Nation, ce n'est en Angleterre qu'une formule de propagande pour le but final. Il n'en est pas de même en Allemagne. Il est significatif qu'un journal national-socialiste s'élève violemment contre les soupçons dont les communistes sont l'objet ; il les signale comme un parti combatif qui devient de plus en plus national-bolcheviste. Le national-bolchevisme signifiait en 1920 une tentative en faveur de certains généraux ; aujourd'hui il traduit le sentiment unanime que le salut est entre les mains du Parti Communiste. Nous seuls sommes capables de trouver une issue à la situation actuelle de l'Allemagne. Mettre la nation au premier plan, c'est en Allemagne comme dans les colonies, faire acte révolutionnaire. Nos camarades français doivent le comprendre.

Hoeglund a lancé contre l'Exécutif des accusations qu'il a l'intention de justifier par la suite. Cela ne lui réussira pas.

La résolution à prendre sur ces questions de-

vra assigner les tâches nouvelles à poursuivre au cours des mois prochains, de façon à empêcher de nouveaux malentendus et à faire faire un pas en avant à l'Internationale Communiste. (*Applaudissements.*)

TRACHTENBERG (Amérique) dit qu'il a entendu avec plaisir Zinoviev louer les progrès du parti américain. Il les doit à l'action décidée au dernier Congrès International.

Il souhaite la mise en application en Amérique du nouveau mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan lancé par l'Internationale. L'Amérique, à l'encontre de l'Europe, n'a pas une grande population paysanne. La situation ressemblait, il n'y a pas encore très longtemps, à celle des paysans d'Europe. Beaucoup ont peu à peu été dépossédés de la terre acquise librement 25 ans auparavant et sont tombés peu à peu à l'état de fermier sans terre. Les statistiques de l'année dernière montrent que 75 % des fermes sont hypothéquées, et la dette des fermiers a augmenté de 130 % depuis 1920. Le nombre des paysans a diminué parce que beaucoup quittent la campagne pour la ville. La prospérité passagère des paysans pendant la guerre a été depuis détruite par les compagnies de chemins de fer, les sociétés pour la construction d'élevateurs et autres intermédiaires.

Cette situation a décidé les paysans à organiser un parti à eux. Pendant les quelques années de son existence, la Ligue des Sans-parti a obtenu des succès politiques considérables. Elle était pour la nationalisation des chemins de fer, entrepôts, élevateurs, etc...

Le *Worker's Party*, en face de cette situation,

a lancé le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, qui n'est pas sans dangers. Le parti socialiste américain travaille aussi parmi les paysans, mais il a été malavisé de fusionner avec la Ligue des Sans-Parti et autres partis semblables : dans plusieurs Etats il a perdu toute importance en tant que parti. Il est essentiel, quand ce mot d'ordre sera lancé par le parti américain, de comprendre ce danger et de dire que nous voulons bien travailler avec les paysans, mais pas avec les partis paysans.

JOHNSON (Canada) dit que le Canada est un pays en majorité agricole avec une nombreuse population de pauvres et petits fermiers. Ces paysans sont dans une situation si mauvaise que beaucoup liquident complètement leurs fermes. Dans les Etats de l'Ouest il y a 150.000 paysans émigrés d'Ukraine et de Russie. L'année dernière, ils envoyèrent une délégation au Congrès provincial de Manitoba, demandant au parti de leur venir en aide : l'organisation paysanne étant dirigée par les gros cultivateurs, de former un parti rival pour les paysans pauvres. Le Congrès en référé au Congrès du Dominion. Celui-ci se déclara incapable de formuler une tactique. Il accepta le principe du gouvernement ouvrier et paysan lancé par l'Internationale, mais ce mot d'ordre pose la question de l'acceptation des paysans pauvres dans le parti ou de leur groupement dans une ligue paysanne séparée. Une commission fut nommée pour étudier la question.

L'orateur critique la position prise par les délégués scandinaves sur le centralisme et la religion.

Quatrième séance (14 juin)

La séance est ouverte à midi, sous la présidence de Gallacher. La discussion, continue sur le rapport de Zinoviev.

NEGRI (Italie). — La délégation italienne approuve le rapport de Zinoviev, et particulièrement l'attitude de l'Exécutif dans la question du centralisme et du gouvernement ouvrier et paysan. Nous souhaitons que le centralisme de l'I. C. soit accentué dans le sens des décisions du 4^e Congrès. Aucune concession n'est possible sur ce point. Nous approuvons complètement l'attitude de l'Exécutif dans la question scandinave.

Nous ne concevons pas le gouvernement ouvrier comme une solution définitive, ni comme une période organique et pacifique, mais comme une situation transitoire correspondant à un rapport momentané des forces sociales. Il doit amener la dictature du prolétariat ou celle de la réaction. Sa tâche est de préparer les voies à la première.

Nous acceptons entièrement la formule de gouvernement ouvrier et paysan. Nous n'avons jamais pensé à autre chose qu'à un gouvernement ouvrier et paysan, parce que la situation de l'Italie nous y a obligés. Sur 12 millions de travailleurs, nous avons 4 millions d'ouvriers et 8 millions de ruraux, ces derniers étant pour la moitié des journaliers et pour la moitié des paysans.

Répondant à Zinoviev, l'orateur produit des citations sur l'attitude du Parti italien dans la question agraire. L'ancien Parti socialiste avait, dans ce domaine, commis des erreurs, mais le jeune P. C. a su s'attirer la sympathie des paysans.

Pour que la mentalité paysanne ne puisse pénétrer nos partis, il faut que ceux d'entre eux qui manœuvrent sur le terrain du gouvernement ouvrier et paysan aient une idéologie prolétarienne tout à fait claire. Ici se pose, en Italie, le problème de la fusion. On a critiqué notre rigidité à ce sujet. Il n'y a pas eu de sabotage de notre part ni de ressentiment à l'égard des socialistes. Pour assurer le succès de la révolution, nous sommes prêts à collaborer avec le diable, mais il est nécessaire que le parti qui sortira de la fusion soit nettement prolétarien et communiste.

KORITSCHONER (Autriche). — Les déclarations de Zinoviev constituent un grand progrès, car elles nous indiquent de nouveaux champs d'action. Jusqu'à présent, seuls les paysans riches ont collaboré au gouvernement en Autriche. L'agitation pour le Gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres nous aidera à nous rapprocher des couches de la population dirigées jusqu'à présent par les réactionnaires et à conquérir à la lutte de classes révolutionnaire les régions paysannes de l'Allemagne-Autriche. Mais le mot d'ordre doit être formulé comme Varga l'a proposé : pour le Gouvernement des ouvriers et des paysans travailleurs. Il ne faut pas que le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier et paysan puisse être interprété comme une coalition entre l'aristocratie ouvrière et les paysans propriétaires : ce serait contre-révolutionnaire. Actuellement, l'Allemagne-Autriche est tout à fait une colonie. Elle est placée complètement sous la domination de la Ligue des Nations ; le résultat, c'est l'abandon complet

de l'indépendance politique et économique, un chômage monstrueux, l'appauvrissement des masses et des impôts énormes pesant sur les masses travailleuses. Sans aucun doute, Hambourg représente la banqueroute du menchevisme autrichien, mais nous ne devons pas oublier qu'il s'est élaboré la une cohésion plus étroite, une réorganisation de la lutte contre le communisme. C'est pourquoi, loin de relâcher le centralisme de l'Internationale Communiste, nous devons le renforcer. En continuant notre tactique, nous augmenterons le nombre des sympathisants autour des Partis communistes. Aujourd'hui déjà, on peut constater, dans le domaine syndical, qu'il y a environ dix fois plus d'ouvriers obéissant à nos mots d'ordre que de communistes organisés. La tâche la plus urgente pour l'Exécutif et surtout pour les partis de l'Europe centrale, c'est de rassembler le mouvement dans les différents pays et ainsi de *coordonner* davantage les actions dans le cadre international. Cette coordination dans les Etats danubiens et balkaniques sera la tactique la plus fructueuse pour les Partis communistes dans leur lutte contre le réformisme et le fascisme.

NEWBOLD (Grande-Bretagne). — Les délégués anglais ont des objections à faire sur le ton du discours du camarade Zinoviev touchant le nationalisme et les colonies, mais ils exposeront leur point de vue dans la Commission.

La tactique du front unique a valu au Parti anglais une influence croissante. Beaucoup de syndicats, particulièrement les machinistes et les mineurs, se sont placés sous la direction des communistes. L'influence du Parti s'est également affermie dans les Comités des syndicats.

Au Congrès d'Edimbourg, l'année dernière, les chefs du Labour Party ont fait adopter une résolution tendant à l'exclusion du Parti communiste. Au prochain Congrès annuel du Labour Party, au moins 13 comités de syndicats et 2 grandes Unions défendront l'affiliation des communistes.

En ce qui regarde le nouveau mot d'ordre du Gouvernement des Ouvriers et des Paysans, le Parti communiste anglais l'accueille avec enthousiasme, mais il préférerait la modification de Varga : le Gouvernement des Ouvriers et des Paysans travailleurs. Les ouvriers agricoles d'Angleterre ont toujours été négligés jusqu'ici dans le mouvement ouvrier. Il n'y a pas de classe paysanne en Angleterre. Les paysans ont été forcés d'émigrer dans les colonies ou de se réfugier dans les villes au dix-huitième siècle. En Irlande, il existe de larges masses paysannes et le mot d'ordre donnera au Parti irlandais l'impulsion dont il a besoin pour son essor.

Dans la question religieuse, le Parti communiste anglais convient de la nécessité de combattre les églises, mais il vaudrait mieux le faire dans les institutions directes ou indirectes d'éducation du Parti. Les centres communistes se trouvent dans les bassins miniers de l'Ecosse occidentale et dans la Galles du Sud, et parmi les mineurs une grande partie est religieuse. De même la classe paysanne irlandaise, presque dans son ensemble, est composée de catholiques sincères. Une lutte anti-religieuse en Irlande entraverait pour longtemps le développement du Parti. On a toujours reproché au Parti anglais de ne pas avoir d'influence sur les masses. Ne serait-il donc pas mieux d'attaquer la religion indirectement que directement ?

ROSMER (France). — Sur la question du centralisme et des rapports entre l'I. C. et l'I. S. R., la délégation française peut parler du résultat d'utiles expériences Hoeglund pense que l'Exé-

cutif, mal informé, commet des erreurs à l'égard du Parti norvégien. Pendant longtemps, les adversaires de l'I. C. ont dit la même chose dans la question française. Dans un article de Tranmael, nous trouvons un autre argument qui nous est tout aussi familier. « L'Internationale voudrait imposer l'obéissance passive. » Tranmael adopte une position double. Ici, contre le centralisme excessif, là jouant au communisme de gauche. Les hommes qui ont tenu ce langage en France sont aujourd'hui hors de l'Internationale et ce sont eux qui vont vers la 2^e Internationale.

Falk a essayé de discriminer entre les domaines de l'I. C. et celui de ses sections. C'est bien difficile. Mais nous posons aux camarades scandinaves la question : qu'ils se prononcent sur l'attitude de l'Exécutif dans la question française. L'expérience a-t-elle montré que l'Exécutif s'est trompé dans ses rapports avec le P. C. français ? Ce qu'a dit ce matin Negri montre que les Scandinaves ont eu tort de citer l'opinion des Italiens. Ceux-ci, partisans du centralisme dans l'I. C., le trouvent encore insuffisant.

L'orateur relève une inquiétante déclaration de Tranmael : ou rupture avec notre tradition révolutionnaire, a écrit Tranmael, ou rupture avec l'I. C. Ces termes sont inadmissibles. Ils nous rappellent que Frossard, lui aussi, s'interposait de la sorte entre la tradition française et l'I. C. La première question pour solutionner le conflit, c'est de ne plus poser ainsi la question.

L'orateur répond au discours de Duret, qui a surpris les délégués venus de France. A Moscou depuis six mois, Duret a ignoré le Parti français, ne lui a donné aucune information, n'a formulé aucune critique. Mais il l'a critiqué après à cette tribune. Il ne l'aurait pas fait s'il avait eu la moindre liaison avec le Parti. D'accord avec nous sur le fond, Treint s'est trouvé tout seul à défendre sa malheureuse formule d'impérialisme ouvrier. Son article n'a été publié qu'avec des réserves. On ne peut pas empêcher un militant d'écrire quelquefois des bêtises, et Duret le sait mieux que personne. Quant aux réponses de Treint aux dissidents, nous n'avons pas attendu les critiques de Duret pour les relever. Nous avons appliqué la tactique du front unique avec un certain succès, comme le prouve le désarroi des dirigeants de la C.G.T. réformiste. Nous serions plus avancés si Duret ne nous avait pas fait perdre un an en discussions stériles sur cette tactique.

A propos de Hambourg, Hoeglund a dit qu'il y aurait danger à sous-estimer la fusion des deux Internationales socialdémocrates. S'il est vrai que pour nous, communistes, elle clarifie la situation, il est vrai aussi qu'elle peut créer des illusions. Aussi devons-nous démasquer l'opération socialdémocrate de Hambourg. Mais la meilleure façon de combattre la nouvelle Internationale socialdémocrate, c'est de lui en opposer une autre, de ne lui ressembler en rien, et de ne point marchander, comme le font les Scandinaves, l'attachement et le concours à l'I. C.

ZAPOTOCKY (Tchéco-Slovaquie). — La question du Gouvernement ouvrier et paysan n'est pas un vague mot d'ordre d'agitation ; elle devient une des plus importantes questions d'actualité. Elle nous fait entrevoir de très intéressantes possibilités de développement politique. Comme nous ne voulons rien entreprendre qui ne concorde complètement avec les vues de l'Internationale, nous estimons qu'il est de notre devoir d'indiquer la situation de notre pays. Ce qui a été dit ne nous suffit pas. *Les mots d'ordre généraux doivent être rendus plus concrets.*

Le mouvement ouvrier s'est affaibli. La conduite de l'action en est devenue plus difficile. Pour cette raison, les désaccords sur les possibilités de création d'un gouvernement ouvrier par les moyens parlementaires sont résolus dans le sens négatif. Mais ces possibilités passent au premier plan, dès qu'il s'agit du mot d'ordre de Gouvernement ouvrier et paysan.

Il y a un grand désaccord entre la bourgeoisie industrielle et bancaire, conduite par le docteur Kramer, et le parti agraire. La deuxième ligne de rupture est dans le parti agraire même. Une partie peut devenir notre alliée. Plus le mot d'ordre de Gouvernement ouvrier et paysan sera clairement posé par nous, et plus rapide sera la croissance de cette fraction du parti agraire, plus vite elle prendra conscience de soi-même.

La troisième ligne de rupture est caractérisée par le désaccord entre le groupe Massaryk et Benès, d'une part, et Kramer et les national-démocrates, de l'autre. Ces antagonismes sont si forts qu'ils divisent le camp bourgeois même dans la politique extérieure.

Le Gouvernement ouvrier et paysan est également adopté comme mot d'ordre par les membres de la soi-disant Union socialiste, qui ont pour mot d'ordre : gouvernement ouvrier et paysan, garantie des exportations en Russie, consistant en un crédit de l'Etat d'un milliard de couronnes tchèques.

Comment le P. C. tchèque pourrait-il se désintéresser de ces mots d'ordre susceptibles de devenir populaires ?

Nous sommes pleinement conscients que les élections ne peuvent être qu'un prétexte, un point de départ pour entrer en action. La force véritable et le soutien d'un tel gouvernement doit être en dehors du Parlement, dans les masses et dans ses organisations indépendantes. Avant de créer le Gouvernement ouvrier et paysan, nous devons voir quels seront ses véritables moyens de défense.

La Tchéco-Slovaquie est un petit pays; mais important au point de vue international. La force de notre parti peut devenir une cause d'embarras si nous ne réussissons pas à élaborer une ligne de conduite concrète pour la période de transition.

Le danger de l'opportunisme ne consiste pas à poser un but provisoire, mais à considérer ce dernier comme un but définitif.

La tactique du front unique ne doit pas seulement être considérée comme une manœuvre de démasquement, mais comme un véritable moyen de lutte qui nous permettra de conquérir de nouvelles positions.

En ce qui concerne la question nationale, nous sommes pleinement d'accord avec Zinoviev. Je veux seulement faire remarquer que ce ne sont pas des antagonismes nationaux qui ont créé des divergences entre les ouvriers du textile tchèques et allemands, mais l'imprécision de la situation dans la question des syndicats révolutionnaires.

KOLAROV (Balkans). — La tactique du front unique a suffisamment été étudiée pour les pays industriels. Mais comment devons-nous nous comporter dans les pays agricoles, à l'égard des masses rurales, politiquement organisées ? Dans ces pays, le prolétariat ne peut pas prendre le pouvoir sans leur concours actif. La Bulgarie compte 80 % de paysans. Le Parti Communiste et les syndicats qui le suivent sont à peu près les seules organisations du prolétariat. Les social-démocrates et les groupements neutres ne comptent pour presque rien. La différence entre les organisations ouvrières et paysannes, c'est que les premières ont un caractère de classe, alors que les secondes sont corporatives, comprenant à la fois des riches et

des pauvres. Les premiers, lorsqu'ils détiennent le pouvoir font une politique de défense du capital, voire de répression du mouvement ouvrier.

Les circonstances nous ont obligés à faire pourtant plusieurs fois le front unique avec l'Union agraire : pour la réforme agraire, à l'occasion des poursuites contre les anciens gouvernants responsables de la guerre, contre une première tentative de coup de force des partis bourgeois avec le concours de Wrangeliens.

Le coup d'Etat qui vient de chasser du pouvoir le parti paysan a été évidemment dirigé contre les masses laborieuses des villes et des campagnes. Le gros obstacle du front unique avec les paysans, c'est que notre parti a dû défendre contre le gouvernement paysan ses droits et sa vie même.

Dans des pays comme le nôtre, il ne peut être question que d'un gouvernement ouvrier et paysan, alors que, dans les pays industriels, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a plutôt un caractère de propagande tendant à neutraliser la classe paysanne. Dans les pays agricoles, le problème de la dictature peut revêtir un nouvel aspect, celui de la dictature ouvrière et paysanne. Il y a plusieurs mois déjà, le P.C. bulgare a adopté le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et s'est mis à le propager avec un tel succès que l'inquiétude qu'il a provoquée parmi les dirigeants paysans a été une des causes importantes de leur politique de répression terroriste contre notre parti.

Si le coup d'Etat actuel est le commencement d'une guerre civile, ce qui paraît être le cas, notre parti va être obligé de se coaliser avec l'Union agraire et il peut en résulter un gouvernement ouvrier et paysan.

L'orateur croit qu'il y a lieu de revenir sur la question nationale, fort bien résolue en principe au 2^e Congrès de l'I.C., mais qui se pose maintenant avec une plus grande acuité, dans les Balkans notamment, où elle risque d'être une cause de guerre. Il faut apporter des solutions précises appropriées à chaque cas. Il y a lieu de la discuter au prochain Congrès mondial.

L'orateur approuve les déclarations de Zinoviev sur la question italienne et pense que les fautes du Parti Communiste italien sont motivées par la conception qu'ont du rôle du parti certains camarades italiens. Comme le montrent les thèses du dernier Congrès italien, ces militants ne discernent pas bien la différence entre un parti de masse et un parti-secte. L'orateur trouve chancelante et pleine d'équivoque la ligne de conduite des camarades scandinaves, partisans en principe du centralisme, mais l'accusant de mener en pratique au despotisme ; partisans du centralisme pour les pays d'Orient et du Sud-Est, mais pas pour l'Occident ; pratiquant chez eux un centralisme rigoureux et ne voulant pas que l'on fasse de même à leur égard dans l'Internationale. Il espère que la discussion les éclairera.

MANOUILSKY (Ukraine). — Les communistes polonais doivent prendre position dans la question nationale. Jamais encore ils n'ont précisé leur attitude vis-à-vis des Ukrainiens. Le parti ukrainien a besoin de la connaître. Le Parti Communiste polonais doit revendiquer pour les nationalités opprimées le droit de se détacher du pays auquel elles sont incorporées par force.

BERUZZI (Italie). — Au 4^e Congrès le Parti Communiste italien a adopté les résolutions proposées. On a dit que le Parti Communiste italien a appliqué les décisions de l'I.C. uniquement par discipline. On ne peut pas demander de l'enthousiasme

quand il s'agit d'un mariage de raison avec Vella et Nenni. En tout cas le P.C. italien a consciencieusement appliqué les décisions prises et les reproches qui lui ont été faits ici sont trop durs.

Radek a dit que si la contre-révolution a été victorieuse en Italie, c'est par suite des fautes du Parti Communiste. Cela équivaut à dire qu'il a tort d'avoir été vaincu. J'ai entendu des camarades allemands porter des jugements analogues. Après l'action de mars 1921, ils trouvaient à cette loi historique des exceptions légitimes. Un parti peut-il combattre sans risquer d'être vaincu ? La Commune de Paris l'a été. La révolution russe de 1905 aussi. Peut-on dire que c'est la faute du parti bolchevik d'alors ?

En 1919, la situation en Italie était objectivement révolutionnaire, mais le Parti Communiste se formait encore. Quand le Parti vint au monde, la contre-révolution était victorieuse. Le reproche fait aux camarades italiens est donc injuste.

Mussolini aurait vaincu parce qu'il a su gagner les masses paysannes, ce que le P.C. italien se serait montré incapable de faire ? Ce n'est pas prouvé. Y a-t-il lieu de reviser notre tactique dans la question agraire ? Concernant l'attitude du P.C. italien envers le fascisme, je crois que son tort a été de consacrer trop d'attention à des questions d'organisation intérieure et pas assez à la conquête et au groupement des masses. Il a fait de même depuis l'avènement au pouvoir du fascisme. Sans formuler d'accusation, sur le ton le plus amical envers des révolutionnaires pour lesquels je professe une vive admiration, nous pouvons examiner leurs erreurs. Je crois par exemple que lors de l'assassinat de Vorovsky, le P.C. italien n'a pas assez exploité les possibilités d'agitation qui s'offraient à lui. Il y a aussi en Italie une tradition anticoloniale dont il aurait pu tirer parti.

L'orateur déclare approuver, sous réserves, l'attitude de l'Exécutif dans la question italienne. Il y a lieu de prendre dans le P.C. italien des mesures intérieures qui ne traduiront nullement la défiance qu'a voulu y voir le camarade Urbani.

C'est la seule fin de fortifier le Parti que nous voudrions adopter ces mesures intérieures. Il faudrait élargir la base du Comité Directeur en y faisant entrer des éléments ouvriers, y élargir la base de la minorité. Dans ses rapports avec le P.S., notre Parti Communiste italien doit à mon sens pratiquer la tactique du front unique qui a donné de si bons résultats en Allemagne. L'orateur termine par ces mots : « J'ai la conviction qu'au 5^e Congrès de l'I.C., le parti italien sera l'une des meilleures sections de l'Internationale. »

AMTER (Etats-Unis). — L'orateur critique l'attitude des Scandinaves dans la question du centralisme. Il l'attribue en partie au fait qu'ils n'ont pas eu à subir, comme le reste de l'Europe, les attaques du capital. La discipline et la centralisation dans l'Internationale sont rendus nécessaires par les grandes tâches assignées au parti. Il est inexact que la centralisation annihile les initiatives locales. L'Internationale a prouvé sa capacité de conseiller et de diriger, notamment en Amérique.

L'orateur considère que les communistes italiens ont commis un véritable crime en opposant des obstacles au parti socialiste, lorsque ce dernier voulait la fusion.

La question religieuse n'a pas été suffisamment approfondie surtout pour les Américains. En Amérique, l'Eglise a manifestement été l'instrument du capital. Le P.C. américain pouvait-il garder le silence pendant les discussions sur l'athéisme ? La même appréciation peut être portée sur la religion en Angleterre. L'orateur ne partage pas le point de vue de Newbold, suivant lequel la propagande antireligieuse peut être abandonnée à des organisations subsidiaires.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan s'impose en Amérique. Comme les camarades anglais, l'orateur est d'avis qu'il faut faire comprendre aux paysans pauvres quel abîme les sépare des paysans riches. Y arriver serait déjà une victoire. Aux Etats-Unis le petit fermier ne sera pas un ennemi de la dictature du prolétariat.

Le Problème des Réparations

Au cours de l'exposé qu'il fit à l'assemblée fédérale qui se tint à la « Bellevilloise », le 31 mai dernier, le camarade Treint a excellemment posé le problème des réparations et montré qu'il n'était qu'un aspect particulier du problème général des revendications immédiates du prolétariat. C'est pourquoi les principes qui serviront de base à la solution de ce problème particulier ne sont autres que les principes mêmes en vertu desquels sera résolu le problème des revendications immédiates. En ce sens, la solution que préconisera le Parti communiste ne devra pas être comprise comme une solution définitive, immédiatement réalisable dans les cadres du régime capitaliste, mais uniquement comme un moyen de mettre les masses en mouvement et de les dresser contre le régime existant. Les communistes savent, en effet, que tout effort en vue de réaliser les revendications, même les plus minimes, du prolétariat, se heurte inévitablement à l'opposition active de la classe dirigeante, opposition que le prolétariat ne pourra briser que dans la lutte et par la lutte. Ainsi, pas d'illusions : les solutions que nous préconiserons seront essentiellement des solutions de combat. Le

prolétariat s'apercevra lui-même qu'il n'en existe pas d'autres.

Là-dessus, tous les communistes sont d'accord. Malheureusement, le parti n'a pas poussé plus loin l'étude de la question, et Treint lui-même, dans son exposé, ne nous a pas indiqué une solution. Il nous a bien montré que le parti était opposé à la politique de réparations du gouvernement, mais il n'a pas dit quelle devait être la politique du parti en matière de réparations (1).

Le problème se pose de la manière suivante : le Parti communiste reconnaît-il ou ne reconnaît-il pas le « devoir de réparations » que le traité de Versailles a imposé à l'Allemagne ? A cette question, le parti doit répondre nettement : « Non, nous ne reconnaissons pas ce prétendu « devoir de réparations » ! Et cela, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que nous ne reconnaissons pas le traité de Versailles, dans lequel est inscrit ce prétendu devoir. Ensuite, parce que les réparations,

(1) Cet article a été écrit par Ollivier avant qu'il parût dans notre dernier numéro, l'article de Treint portant sur la même sujet. Il n'y faut donc pas voir une réponse à l'article de Treint.

dans la mesure où elles sont exécutées et exécutoires, sont payées non par la bourgeoisie allemande, mais uniquement par le prolétariat allemand, et qu'il en résulte pour ce dernier une aggravation intolérable de sa situation matérielle, dont les conséquences ne peuvent manquer de se répercuter, et se répercutent, en effet, sur la situation du prolétariat français. Et enfin, et surtout, parce que les réparations n'ont en réalité d'autre but que de servir les intérêts exclusifs de l'industrie lourde française.

Il faut le dire bien haut : la grande bourgeoisie, qui détient actuellement le pouvoir, se moque souverainement de la restauration des régions dévastées. Elle n'y travaille, en effet, que dans la mesure où les sommes destinées aux réparations servent à l'enrichissement d'une poignée de gros capitalistes, qui se font rembourser au double ou au triple les pertes que la guerre leur a fait subir.

Il suffit, pour s'en convaincre, d'étudier le budget des dépenses recouvrables.

En réalité, le « droit aux réparations » n'est, aux mains de la grande bourgeoisie qui dirige actuellement les destinées du pays, qu'un excellent moyen de chantage pour exercer une pression politique sur l'Allemagne, désorganiser son appareil économique et établir sur toute l'Europe centrale l'hégémonie économique et politique de la grande industrie métallurgique française.

Les troupes françaises ne sont pas dans la Ruhr pour faire payer le gouvernement allemand, mais pour obliger les industriels allemands à accepter les conditions que veulent leur imposer les industriels français et, si possible, séparer du reste de l'Allemagne le bassin industriel de la Ruhr, qu'on annexerait purement et simplement à l'ensemble de l'appareil économique français.

Le Parti communiste ne peut que se dresser de toute sa force contre une pareille politique, qui a pour résultat de surexciter les passions nationalistes des deux côtés du Rhin, de dresser l'un contre l'autre les deux prolétariats, de créer des causes permanentes de conflit entre les deux nations, d'aggraver dans des conditions inouïes la situation déjà lamentable de la classe ouvrière allemande et, par répercussion, celle de la classe ouvrière française. Son devoir est de démasquer, aux yeux de celle-ci, le véritable caractère de la politique de réparations de la bourgeoisie française et de lui opposer une politique de réparations qui sauvegarde à la fois ses intérêts et ceux du prolétariat allemand, tout en permettant de reconstruire les régions dévastées.

Quelle est cette politique ? Elle nie le prétendu « devoir de réparations » imposé par la violence au peuple allemand et reposant sur la thèse de la responsabilité unilatérale de l'Allemagne dans la guerre. Elle pose en principe que la bourgeoisie de tous les pays, étant seule responsable de la guerre, c'est à elle à en payer les frais et non pas au prolétariat. Dans ces conditions, et vu l'impossibilité pour le prolétariat de faire accepter ce principe à la bourgeoisie, dans tous les pays, en vue d'un règlement international de la question de la liquidation des frais de la guerre, c'est au prolétariat de chaque pays à imposer à sa bourgeoisie respective le principe que, seule, la bourgeoisie responsable de la guerre, est tenue d'en payer les frais et d'en réparer les dommages.

Mais comment faire payer la bourgeoisie ? Le Parti communiste devra, dans ce but, poser un certain nombre de revendications, tendant à frapper exclusivement la fortune des classes dirigeantes et choisies de telle manière qu'elles mettent les masses en mouvement et les entraînent dans la lutte contre le régime.

Parmi les premières revendications que le prolétariat devra poser, il faut mentionner tout d'abord une modification fondamentale du système actuel d'impôts, tendant à rejeter tout le poids de l'impôt sur les épaules de la bourgeoisie, qui, seule, peut et doit payer. On exigera, par exemple :

- 1° La diminution, puis la suppression totale des impôts indirects, qui pèsent surtout sur la classe ouvrière ;
- 2° La suppression de l'impôt sur les salaires ;
- 3° L'introduction de l'impôt progressif sur les bénéfices de guerre, allant jusqu'à 100 % ;
- 4° Un impôt progressif sur le revenu, allant jusqu'à 75 % ;
- 5° Un impôt progressif sur le capital, allant jusqu'à 50 % ;
- 6° Un impôt sur les successions, allant jusqu'à 50 %, etc.

On pourra même, éventuellement, dans la suite, si la situation le permet, exiger la saisie par l'Etat de 10 à 20 % de toutes les valeurs réelles, au profit du budget de la reconstruction des régions dévastées, sous le contrôle des organes de la classe ouvrière. Mais ce programme, dont la réalisation serait de nature à porter à la puissance du capital un coup décisif, ne pourra être posé qu'au cours d'une lutte qui aura d'abord affaibli les capacités de résistance de la bourgeoisie et renforcé considérablement le pouvoir du prolétariat.

Il est bien entendu que cette lutte ne peut être menée uniquement par le Parti communiste ou la fraction du prolétariat qui le suit, mais par le prolétariat tout entier. C'est pourquoi, au cours de cette lutte, l'objectif constant du Parti communiste devra être la réalisation de l'unité de front du prolétariat autour de ses mots d'ordre et de ses méthodes de lutte.

Telle est, dans ses grandes lignes, la politique de réparations qui s'impose au parti. C'est cette politique-là qu'il devra opposer à la politique de réparations de la bourgeoisie, s'il ne veut pas rester confiné dans une attitude d'opposition négative, qui écarte de lui les masses, et le met, par conséquent, dans l'impossibilité d'exercer une influence quelconque sur la politique bourgeoise.

Seule, une politique d'action, telle que nous venons de la définir, sera capable de mettre les masses en mouvement et de les mener, derrière le Parti communiste, dans la lutte contre la bourgeoisie. Notre politique de réparations n'aura de valeur que dans la mesure où elle y réussira.

Marcel OLLIVIER.

ERRATUM

A la fin du deuxième paragraphe de mon article de la semaine dernière, il faut lire : « Aux yeux d'un marxiste révolutionnaire, Arago et Herriot, ce n'est peut-être pas en vérité tout un ; il n'en est pas moins vrai qu'un marxiste ne peut se comporter dans l'action que *comme* si c'était tout un. » Le mot *comme* avait été omis. — Am. D.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.